

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question est litigieuse.

[Français]

L'IMMIGRATION

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au futur ministre de la main-d'œuvre?

L'autre jour, je demandais au ministre s'il avait reçu d'autres demandes pour de la main-d'œuvre importée; est-il en mesure aujourd'hui de nous dire si d'autres provinces ont fait une demande semblable pour aider aux récoltes?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, deux provinces ont fait des demandes pour la cueillette des fruits et légumes; je crois qu'il s'agit de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

[Traduction]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration s'assurera-t-il que cette année, les fonctionnaires de son ministère veilleront à ce que les travailleurs venant au Canada ne seront pas renvoyés à l'étranger avant d'avoir terminé leur travail, comme la chose s'est déjà produite à maintes reprises?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je suis certain que le ministre a pris note des instances du député.

QUESTIONS OUVRIÈRES

UNE DÉCLARATION DU MINISTRE DES MINES AU SUJET DES MINEURS DE CHARBON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques au sujet d'une déclaration qu'il a faite selon laquelle 6,500 mineurs qui travaillent dans les houillères de la Nouvelle-Écosse seront déplacés par l'automatisation, étant donné que l'utilisation de l'électricité et de l'énergie atomique sera substituée à celle du charbon. Le ministre peut-il dire à la Chambre quand ces mineurs devront être mutés, comme il l'a laissé entendre, et sur quoi se fonde sa déclaration?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): L'article de journal auquel le député fait probablement allusion dit que j'ai parlé de 65,000 mineurs. En réalité, 6,500 sont en cause. Il est évident que l'auteur de l'article n'est pas très au fait de la complexité du problème. Mes paroles concernaient l'appréciation des difficultés que connaissent les mineurs, en particulier ceux du Cap-Breton. J'ai dit également que le charbon ne joue pas, dans l'économie d'aujourd'hui, le rôle qu'il avait au XIX^e siècle. J'ai simplement analysé le problème, sans exprimer d'opinion sur les mesures qu'on pourrait prendre à l'égard de la situation au Cap-Breton. Je ne pouvais le faire sans engager la politique du gouvernement. Or, nous ne sommes pas encore prêts à faire une annonce.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Question supplémentaire. Le ministre aurait dit que ces mineurs devraient être dirigés vers d'autres emplois. Convenait-il, selon lui, de faire une déclaration de cet ordre à une réunion de la Jeune Chambre de commerce de Hull avant même que la Chambre, la population de la Nouvelle-Écosse et les mineurs touchés par une telle décision soient informés?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je crois que le débat est sur le point de dégénérer en querelle entre le député et le ministre.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Mines et des Relevés techniques. Eu égard à sa déclaration relative au rôle du charbon dans l'économie d'aujourd'hui et eu égard au fait que l'Office fédéral du charbon agit à titre de conseiller du ministre, tiendra-t-il compte des opinions de l'Office en ce qui a trait à l'usage du charbon à l'heure actuelle et pour l'avenir, afin qu'il puisse se mettre au courant de la question?

L'hon. M. Pepin: Le ministre des Finances ainsi que moi-même avons eu des entretiens avec la société Dosco, si c'est à elle que le député fait allusion. Nous voulons recueillir le plus d'avis possible.

[Français]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Mines et des Relevés techniques?

L'honorable ministre prend-il des dispositions semblables à l'endroit des mineurs dans les mines d'or du nord-ouest de la province de Québec? Étudie-t-il le problème